

Projets financés  
Juristes communautaires – volet 2

Organisme	Résumé	Nombre de postes de juristes financés	Régions ou villes concernées
<b>1. Association coopérative d'économie familiale – Appalaches Beauce Etchemins</b>	<p><i>Améliorer l'accès à la justice par des services juridiques de proximité pour les locataires, consommateurs et prestataires d'aide sociale</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste au sein de l'organisme pour développer une offre de services juridiques de proximité afin de répondre en temps opportun aux besoins juridiques réels et actuels des consommateurs.</p>	1	Chaudière-Appalaches
<b>2. Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie</b>	<p><i>Un accompagnement juridique plus complet pour défendre les droits des consommateurs</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste au service d'aide à la défense des droits des consommateurs pour offrir gratuitement des conseils et un accompagnement juridique à la clientèle de l'organisme.</p>	1	Estrie
<b>3. Association des locataires Centre-Du-Québec</b>	<p><i>Avocat pour représenter les locataires au TAL</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste spécialisé en droit du logement afin d'offrir aux locataires des services juridiques ou une représentation devant le Tribunal administratif du logement.</p>	1	Centre-du-Québec
<b>4. Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce</b>	<p><i>Service d'information juridique en droit d'immigration</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste pour offrir de la représentation juridique dans le cadre du Service d'information juridique en immigration aux personnes immigrantes en situation de précarité ou sans statut, résidant à Notre-Dame-de-Grâce et dans le sud-ouest de Montréal.</p>	1	Montréal
<b>5. Centre d'amitié autochtone de Lanaudière</b>	<p><i>TIPASKONIKWIN</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste afin d'améliorer l'accès à la justice pour les personnes et familles autochtones vivant en milieu urbain dans Lanaudière.</p>	1	Lanaudière

Projets financés  
Juristes communautaires – volet 2

Organisme	Résumé	Nombre de postes de juristes financés	Régions ou villes concernées
<b>6. Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières</b>	<p><i>La justice de proximité pour les Autochtones de Trois-Rivières et de Shawinigan : embauche d'un juriste</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste au sein de l'organisme afin d'offrir aux membres un accès direct, gratuit et culturellement sécurisant à de l'information juridique, à des conseils juridiques et, au besoin, à de la représentation.</p>	1	Mauricie
<b>7. Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.</b>	<p><i>Pitakewin (accès, entrée)</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste afin de renforcer et de développer l'offre de services de la clinique juridique communautaire de l'organisme, en vue d'améliorer l'accès à la justice pour la population autochtone qui présente des besoins juridiques souvent complexes et qui fait face à des obstacles systémiques, culturels et administratifs dans l'accès aux services publics, notamment en raison de barrières linguistiques et culturelles.</p>	1	Mauricie
<b>8. Centre de développement communautaire autochtone à Montréal</b>	<p><i>Accès à la justice de proximité pour les familles autochtones en milieu urbain</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste pour maintenir l'offre d'information juridique actuelle à la population autochtone (deux jours par mois) et la bonifier en améliorant l'accessibilité et la continuité des services juridiques.</p>	1	Montréal
<b>9. Centre de justice des premiers peuples de Tiohtià:ke/Montréal</b>	<p><i>Justice autochtone en milieu urbain : accompagnement juridique intégré pour les Premiers Peuples à Montréal</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste au sein du Centre de justice des Premiers Peuples de Tiohtià:ke/Montréal afin de renforcer l'accompagnement juridique offert aux personnes autochtones vivant en milieu urbain et impliquées dans des dossiers juridiques en droit criminel, pénal et administratif.</p>	1	Montréal
<b>10. Centre de pédiatrie sociale de Québec</b>	<p><i>Programme d'accompagnement juridique auprès des familles en situation de grande vulnérabilité du Centre de pédiatrie sociale de Québec</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste pour augmenter l'offre de services juridiques gratuits aux enfants et familles en situation de grande vulnérabilité.</p>	1	Capitale-Nationale

Projets financés  
Juristes communautaires – volet 2

Organisme	Résumé	Nombre de postes de juristes financés	Régions ou villes concernées
<b>11. Centre Interligne inc.</b>	<i>Interligne : la clinique juridique LGBTQ+</i>  Le projet vise à embaucher un juriste à la clinique juridique téléphonique gratuite de l'organisme afin d'offrir de l'information et des conseils juridiques à la communauté LGBTQ+.	1	Toutes les régions
<b>12. Clinique juridique itinérante</b>	<i>Avocat.e.s de rue</i>  Le projet vise à embaucher des juristes formés au travail auprès de la communauté de rue afin de combler les lacunes d'accès à la justice pour les personnes en situation d'itinérance. Il vise également à leur offrir une représentation réellement efficace, humaine et intégrée en misant sur une approche de proximité.	2	Laurentides, Montérégie, Montréal, Laval, Capitale-Nationale
<b>13. Comité logement Rive-Sud</b>	<i>Justice locative – Extension des services de défense des droits des locataires</i>  Le projet vise à embaucher deux juristes au sein de l'organisme afin de renforcer son service juridique communautaire et d'offrir aux locataires de la Rive-Sud, dans la région de Montréal, des conseils, un accompagnement accru et, lorsque possible, une représentation devant le Tribunal administratif du logement.	2	Montérégie
<b>14. Comité logement Ville-Marie de Montréal</b>	<i>Mon juriste de quartier</i>  Le projet vise à embaucher un juriste afin d'offrir des services juridiques en matière de logement auprès des locataires des quartiers centraux de Montréal qui comptent une clientèle vulnérable.	1	Montréal
<b>15. Groupe Alter Justice</b>	<i>Juristes communautaires en droit carcéral</i>  Le projet vise à embaucher deux juristes pour offrir des consultations juridiques aux personnes judiciairisées et à leurs proches, pour les informer de leurs droits et les accompagner dans leurs démarches juridiques.	2	Toutes les régions
<b>16. Juristes à Domicile</b>	<i>Services juridiques pro bono en santé mentale</i>	2	Laurentides, Montérégie, Montréal, Lanaudière, Laval

Projets financés  
Juristes communautaires – volet 2

Organisme	Résumé	Nombre de postes de juristes financés	Régions ou villes concernées
	Le projet vise à embaucher deux juristes pour offrir des services juridiques aux personnes non admissibles à l'aide juridique et qui vivent avec des problèmes de santé mentale.		
<b>17. Justice Pro Bono</b>	<p><i>Justice Pro Bono – Juristes communautaires – volet PMSBL</i></p> <p>Le projet vise à embaucher deux juristes pour développer des partenariats médico-juridiques à Montréal et à Québec. Par le biais de ces partenariats, les usagers du système de santé dans une situation de vulnérabilité et ayant des problèmes juridiques pourront être directement dirigés par les intervenants du milieu de la santé vers les juristes embauchés dans le cadre du projet.</p>	2	Montréal, Capitale-Nationale
<b>18. La Maison Bleue : milieu de vie préventif à l'enfance</b>	<p><i>Service d'accompagnement et de conseil juridique à La Maison Bleue : pour faire tomber les barrières d'accès</i></p> <p>Le projet vise à embaucher deux juristes qui se joindront aux équipes pluridisciplinaires de l'organisme pour accompagner les femmes enceintes vulnérables et leur famille.</p>	2	Montréal
<b>19. La Méridienne 1990</b>	<p><i>Intervenante socio-juridique</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste pour offrir aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants un accès rapide, spécialisé et sécuritaire à des services juridiques couvrant l'ensemble de leurs besoins complexes.</p>	1	Estrie
<b>20. Le Refuge pour les femmes de l'Ouest de l'Île</b>	<p><i>Soutien socio-juridique</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste pour concevoir et implanter un modèle d'accompagnement intégré pour les femmes victimes de violence conjugale, afin de renforcer leur accès à la justice, de soutenir leurs démarches et de leur permettre de faire des choix éclairés dans un système judiciaire en transformation, tout en prévenant la revictimisation institutionnelle.</p>	1	Montréal

Projets financés  
Juristes communautaires – volet 2

Organisme	Résumé	Nombre de postes de juristes financés	Régions ou villes concernées
<b>21. Mission communautaire de Montréal</b>	<p><i>Ponts vers la justice pour toutes les personnes : le droit à l'écoute des silences</i></p> <p>Le projet vise à embaucher deux juristes pour renforcer l'expertise juridique de Solutions Justes en offrant des services gratuits en immigration pour les personnes cumulant plusieurs vulnérabilités.</p>	2	Toutes les régions
<b>22. Option consommateurs (ACEF de Montréal)</b>	<p><i>Développement d'un service juridique et d'accompagnement pour les consommateurs québécois</i></p> <p>Le projet vise à embaucher deux juristes pour offrir des services de conseil ou d'accompagnement juridique en droit de la consommation. Plus particulièrement, les juristes pourront offrir des conseils juridiques lors de consultations, représenter des consommateurs auprès de commerçants soit lors de négociation, soit lors d'envoi d'une mise en demeure, selon le cas, ou encore assister des consommateurs dans la préparation de leur dossier dans l'éventualité où ils devraient porter leur différend devant le tribunal.</p>	2	Montréal, Montérégie
<b>23. RePère pour une paternité renouvelée</b>	<p><i>Juste Père   Accompagnement vers un équilibre familial</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste au sein de l'organisme afin d'assurer la continuité, la structuration et le renforcement d'un soutien juridique en droit de la famille.</p>	1	Montréal
<b>24. Service d'Entraide Passerelle</b>	<p><i>Clinique juridique intégrée – Passerelle vers la justice</i></p> <p>Le projet vise à embaucher un juriste spécialisé en droit de la famille afin d'intégrer, au sein de l'équipe multidisciplinaire, des ressources pouvant offrir informations et conseils juridiques en matière de droit de la famille.</p>	1	Montréal
<b>25. Société Elizabeth Fry du Québec</b>	<p><i>Service juridique spécialisé pour les femmes judiciairisées</i></p> <p>Le projet vise à embaucher deux juristes afin d'offrir un service juridique spécialisé et gratuit, adapté aux réalités des femmes et des personnes de diverses identités de genre judiciairisées, tant en détention qu'en communauté.</p>	2	Montréal, Lanaudière, Laval, Capitale-Nationale, Outaouais

Projets financés  
Juristes communautaires – volet 2

Organisme	Résumé	Nombre de postes de juristes financés	Régions ou villes concernées
<b>26. Université de Sherbrooke (clinique Clé de vos droits)</b>	<i>Coordination à l'accès à la justice à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke</i>  Le projet vise à embaucher un juriste qui agira comme coordonnateur à l'accès à la justice à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke. Cela permettra une supervision accrue des mandats de la clinique Clé de vos droits et le déploiement d'un nouveau service dans un domaine non couvert actuellement, la supervision d'étudiants ainsi que la co-conception et la livraison de formations aux organismes.	1	Estrie, toutes les régions